

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THE GILL CORPORATION - FRANCE

7 ALLEE ETCHECOPAR

—

64 600 Anglet

Références : UBD40-64/D2026
Code AIOT : 0005202372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement THE GILL CORPORATION - FRANCE implanté 7 Allée Etchecopar – 64600 Anglet. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale coup de poing sur les conditions de stockage des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THE GILL CORPORATION - FRANCE
- 7 Allée Etchecopar – 64600 Anglet
- Code AIOT : 0005202372
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THE GILL CORPORATION exploite une installation de fabrication de structures en nid d'abeille à ANGLET.

L'installation relève désormais du régime de la déclaration pour les rubriques 2560 (Travail mécanique des métaux), 2940 (cuisson-séchage de peinture, colle, enduit) et 2915 (procédés de chauffage utilisant des corps organiques combustibles comme fluide caloporteur) et dispose du bénéfice de l'antériorité pour son arrêté préfectoral d'autorisation. En l'absence d'abrogation les prescriptions des arrêtés préfectoraux sont opposables.

L'usine dispose de trois chaînes de fabrication, une chaîne dite AERO (structures nid d'abeille métalliques pour l'aéronautique), une chaîne AERO NOMEX (structures nid d'abeille non métalliques pour l'aéronautique) et une chaîne pour l'industrie (structures nid d'abeille métalliques à destination de l'industrie).

L'historique du site est le suivant :

- Par arrêté préfectoral n°92/IC/144 du 2 juin 1992, la société ALCORE BRIGANTINE AIR CRAFT, à laquelle a succédé la société THE GILL CORPORATION – FRANCE, a été autorisée à exploiter une chaîne de chromatation de feuille d'aluminium sur la commune d'ANGLET ;
- L'arrêté préfectoral n°02/IC/269 du 2 mai 2002 actualise les prescriptions applicables à la société ALCORE BRIGANTINE à ANGLET ;
- L'arrêté préfectoral complémentaire n°2372/2016/010 du 30 mai 2016 prend acte des modifications des conditions d'exploitation de l'établissement (arrêt de la chaîne de chromatation, agrandissement de l'usine).

Thèmes de l'inspection : AR3/Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte l'ensemble des prescriptions réglementaires contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des FDS des produits dangereux stockés sur son site, dont les deux suivantes : <ol style="list-style-type: none">1. BONDERITE M-NT NR-779 CONVERSION COATING know as ALODINE.NR 779 CO*1000K : Produit pour la chromatisation des surfaces métalliques ;2. ETHANOL 96 EURO-D2NATURANT : Solvant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le registre de sécurité a été présenté lors de la visite d'inspection. Les RIA et les extincteurs du site ont été contrôlés le 19 novembre 2025 et le bon fonctionnement des 4 poteaux incendie du site, le 30 janvier 2021. Les produits dangereux sont stockés dans une pièce hermétique, appelé « BUNKER », fermé à clefs. Seules les personnes habilitées et formées aux risques concernant les produits chimiques ont accès aux substances. Un affichage spécifique est placé à l'entrée rappelant l'ensemble des règles de sécurités à respecter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'ensemble des produits chimiques sont sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour l'état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'état des stocks a été présenté le jour de l'inspection, notamment celui concernant le suivi des produits chimiques stockés dans le local « BUNKER » En date du 13 mars 2026, le site comptait 2 840 kg de produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite